

**ARRETE N° 2026-250****VILLE DE MONTIVILLIERS  
PERSONNEL MUNICIPAL**

Arrêté portant délégation de signatures  
en matière d'établissement des listes  
électorales  
à **Madame Stéphanie MALHERBE**  
Adjoint administratif principal 1<sup>ère</sup> classe

**Monsieur le Maire de la Ville de Montivilliers, Jérôme DUBOST,**

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2122-19,

Vu le Code Electoral, notamment son article L.18

Vu la loi 2016-1048 du 1<sup>er</sup> août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales,

Vu le décret 2018-343 du 9 mai 2018 portant création du traitement automatisé de données à caractère personnel permettant la gestion du répertoire électoral unique pris en application des dispositions du I de l'article 2 et de l'article 7 de la loi 2106-1048 du 1<sup>er</sup> août 2016 rénovant les modalités d'inscriptions sur les listes électorales, notamment son article 4,

Considérant que **Madame Stéphanie MALHERBE**, agent titulaire, exerce ses fonctions d'officier d'Etat Civil au sein de la ville de Montivilliers,

Considérant que dans le souci d'une bonne administration de la commune, il est nécessaire de donner délégation de signature en matière d'établissement des listes électorales à **Madame Stéphanie MALHERBE**,

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> :** **Madame Stéphanie MALHERBE** née le 8 avril 1973 à Saint Romain de Colbosc, Adjoint administratif principal 1<sup>ère</sup> classe titulaire et officier d'Etat Civil bénéficie d'une délégation de signature en matière d'établissement des listes électorales (pour l'application des I et II de l'article L18 du Code Electoral) à compter du 20 mars 2026.

**Madame Stéphanie MALHERBE** pourra à cet effet :

- Vérifier si la demande d'inscription de l'électeur répond aux conditions mentionnées au I de l'article L11 ou aux articles L12 à L15-1 du Code Electoral,
- Radier les électeurs qui ne remplissent plus aucune des conditions mentionnées au I de l'article L11 ou aux articles L12 à L15-1 du Code Electoral à l'issue d'une procédure contradictoire,
- Notifier aux électeurs intéressés dans un délai de deux jours, les décisions prises,

- Transmettre ces décisions dans le même délai à l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, aux fins de mise à jour du répertoire électoral unique.

**Article 2 :** Madame Stéphanie MALHERBE est également habilitée à avoir accès, dans la limite du besoin du service d'en connaître, aux données à caractère personnel et aux informations enregistrées dans le système de gestion du répertoire électoral unique de la commune.

**Article 3 :** Le présent arrêté deviendra caduc dès la cessation de fonction de Madame Stéphanie MALHERBE à la ville de Montivilliers, ou dès son changement de service.

**Article 4 :** Le présent arrêté de délégation de signature, abroge le précédent arrêté et prendra effet dès sa transmission au contrôle de légalité,

**Article 5 :** Cette délégation sera exercée sous ma surveillance et ma responsabilité.

**Article 6 :** Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R.421-5 du code de la justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 7 :** La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera

- Publié et notifié à l'intéressé(e),
- Transmis au contrôle de légalité,
- Transmis au Procureur de la République.

Fait à Montivilliers, le 23 mars 2026

Le Maire,  
Jérôme DUBOST



Notifié le 30/03/2026  
Signature de l'agent

